

A large, thick, grey outline map of the country of Mali is centered on the page, extending from the top right towards the bottom right. It serves as a background for the main title and authors' names.

Normes, institutions et configurations politiques dans les réformes des filières cotonnières en Afrique de l'Ouest: Cas du Mali

Analyse
de 13 villages

**Bouréma Koné
et Renata Serra**

Background Paper

Dec 2010

08

Copyright: The authors.

Published: Dec 2010

Edité au nom du programme « Afrique: pouvoir et politique » par le Centre pour les Etudes Africaines (CAS) de l'Université de Floride en collaboration avec l'Institut d'Economie Rurale (IER), Mali.

Cet essai est un des produits du groupe de recherche sur les « Réformes du secteur du coton » du programme APP (www.institutions-africa.org) qui comprend des études de recherche dans quatre pays africains: Bénin, Burkina Faso, Cameroun et Mali. Il recueille des résultats préliminaires obtenus à partir des études de recherche de terrain entreprises en Mai / Juin 2009 et en Juil / Sep 2010, dans la perspective de produire des rapports finaux en 2011.

Afrique: pouvoir et politique est un programme de recherche dirigé par un consortium d'organisations. Le programme est financé par le Ministère britannique du développement international (DFID) et par Irish Aid pour le bénéfice des pays en voie de développement. Les opinions de ce document sont formulées sous la responsabilité de ses auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de DFID, Irish Aid ou des institutions partenaires.

Le présent rapport synthétise les caractéristiques principales des 13 villages sélectionnés par l'équipe Mali dans le contexte du projet sur les réformes du secteur coton au sein du programme Afrique Pouvoir et Politique.¹ Cette recherche vise à évaluer le niveau de performance contractuelle (autrement dit, la coordination) dans le secteur coton ainsi que les réalités locales (facteurs institutionnels, politiques et sociaux) qui sont susceptibles de l'influencer positivement ou négativement. Le déroulement des recherches au sein des mêmes villages durant deux années consécutives (2009 et 2010) nous a donné la possibilité de saisir les changements intervenus durant les campagnes (du début jusqu'à la fin) et d'une campagne à l'autre. La compréhension des facteurs clés est ainsi augmentée grâce à une perspective d'analyse comparative au niveau de deux dimensions : soit la dimension espace (comparaisons entre les 6 zones cotonnières du pays) et la dimension temps (deux campagnes consécutives).

Les 13 villages² ont été visités pendant la période mai/juin 2009 (début de la campagne 2009-10) et juillet/septembre 2010 (milieu de la campagne 2010-11). Ce rapport résume les informations principales provenant de notes de recherche, qui sont basées sur : l'observation directe ; les entretiens avec les gens du village, les paysans, les femmes et le chef du village ; les réponses aux questionnaires administrés individuellement aux producteurs de coton (normalement 10 producteurs par coopérative) et au bureau de gestion de la coopérative ; les entretiens avec les agents techniques ; les entretiens avec les représentants au niveau communal et/ou régional et de la compagnie cotonnière (CMDT ou OHVN selon la région) et des organisations de producteurs (UR-SCPC et UC-SCPC).

I. Région de Kita

La région CMDT de Kita (qui fait partie de la région administrative du Kayes) a entrepris la culture du coton relativement récemment- au depuis des années 1990- suite à la crise de la culture d'arachide, qui a été traditionnellement la principale culture de rente dans cette partie du pays. Les paysans, anxieux de diversifier sur une autre culture de rente,

¹ « Pouvoir et politique en Afrique » est un programme quinquennal de recherche et d'aide aux politiques publiques lancé en 2007, financé par le Ministère britannique du développement international (DFID) et le conseil consultatif de *Irish Aid*. Pour plus de renseignements, visitez www.institutions-africa.org.

² A l'exception du village de Dissan, dans la région cotonnière de Bougouni, qui a été visité seulement en 2010.

ont alors demandé à la CMDT d'intervenir dans leur région. La particularité de cette zone cotonnière est la dominance totale du coton pour le commerce équitable suite à de l'aide et de l'appui de l'extérieur. La Direction Régionale (DR) de la CMDT appuie les paysans pour qu'ils puissent produire du coton graine dont la qualité est conforme aux critères établis internationalement par le FLO (*Fairtrade Labelling Organizations International*) qui est l'organisme attribuant la certification du commerce équitable. Les producteurs reçoivent une prime sur le prix du coton graine, dont une partie est obligatoirement versée au fond du village qui sert à soutenir des projets de développement.

C'est la plus petite région en terme de production actuelle de coton graine (en moyenne, 7% de la production nationale). Si la zone était jusqu'à ces dernières années fortement enclavée, la situation change rapidement avec la réalisation de nouvelles pistes et routes et conséquemment, les échanges par route s'intensifient. Dans la zone de Kita, il existe un disponible important en terres cultivables (seulement 10 % des terres cultivables sont actuellement cultivées) et les conditions agro-écologiques sont aussi favorables avec un gradient de pluviométrie qui va de 700 mm à 1 200 mm. Les efforts de désenclavement en cours transforment la région en améliorant l'accès au marché, en favorisant le développement des échanges monétaires et donc, la demande des producteurs pour des cultures de rente et tout particulièrement du coton (CMDT, 2005 : Processus de Réforme du secteur coton, Propositions de découpage de la zone cotonnière pour la création de filiales en 2007, à privatiser en 2008).

Les systèmes actuels de production sont diversifiés et favorables à une plus grande part de coton dans l'assolement. Dans la plupart des terroirs, l'augmentation de la production cotonnière peut se faire par extension des superficies.

La contrainte principale pour le développement du coton dans cette zone reste le besoin en investissement afin d'augmenter la quantité de coton produite. Avec une seule usine de 40 000 tonnes et un niveau actuel de production (9000 tonnes), il existe déjà un problème de sous production par rapport à la capacité d'égrenage (CMDT, 2005).

Les deux villages visités en 2009 et en 2010 sont : Batimakana et Manako.

Batimakana

Batimakana se trouve sur la piste routière qui passe par Djidian. Le village compte 115 exploitations et est divisé en deux parties par un cours d'eau. Les infrastructures

principales sont : une école (de la première année à la neuvième année); une mosquée édifée avec les contributions des ressortissants ; un dispensaire assez grand, qui a été construit récemment suite à un projet gouvernemental, et pour lequel on attend que le personnel ; une maternité avec une matrone ; et quatre forages. Ces derniers sont en bon état, entretenus par un comité de gestion, qui veille sur le bon respect des normes d'utilisation et collecte les amendes (100fcfa) en cas d'utilisation interdite (comme se laver, laver des céréales, ou les marmites près du forage). Il n'y a pas d'électricité et le réseau téléphone cellulaire est très faible. La seule cabine téléphonique ne marchait pas lors de notre visite.

Le village est habité principalement par des membres de l'ethnie (*malinké*). Due à la stricte parentèle entre habitants, il semble y avoir une forte cohésion sociale et de l'harmonie. Le chef du village, qui est avancé avec l'âge est, pour la plus part du temps, visible et présent dans la vie du village et il s'entretient avec beaucoup de gens. Il était très disponible par rapport à notre recherche et il a offert sa maison pour nous héberger. Il est très respecté par tous.

Le prestige social n'est pas lié à une activité en particulier : le coton et/ou le commerce peuvent accroître le statut de quelqu'un. Dans chaque famille, il a des membres qui ont émigrés ; surtout à l'extérieur du Mali. Il peut y avoir fluidité sociale et économique, sans critique ou ressentiment. La position sociale d'un membre de la coopérative ne l'empêche pas d'être élu au comité de gestion. Le président de la coopérative A est par exemple un 'griot'.

Durant la période entre nos deux visites de 2009 et de 2010, les membres de la CPC de Batimakana ont décidé de donner origine à deux CPC, dont une, la plus petite, qui réunit les producteurs situés avant le cours d'eau (en venant de Didjan). Il a été estimé qu'une scission pourrait être la meilleure solution vue les problèmes d'endettement et le découragement entre les producteurs. D'une part, cette décision semble provenir d'un processus consensuel et semble être partagé par tous. En fait, cette année les choses semblent être meilleures et tout le monde pense que la séparation était une bonne idée. D'une autre part, les deux coopératives ne sont pas dans la même situation : les membres de la coopérative A (avant le cours d'eau en venant de Didjan) sont en général plus endettés et semblent être plus critiques de la situation au village. Un producteur en particulier estime qu'il n'y a pas d'harmonie et les gens ne s'aident pas mutuellement.

Autrement, on s'est entretenu surtout avec les membres de la second coopérative, plus importante en nombre de membres, qui se disent optimistes par rapport au futur du secteur et qui semblent intentionnés à accroître les surfaces de coton.

Manako

Ce village se situe à 6,5 km de Kita et est relié par une piste routière. Il est aussi divisé en deux par un cours d'eau : la partie plus ancienne, fondée par les familles Keita et Konaté, est devenue la plus éloignée et est de plus petite taille, suite aux mouvements de ses anciens résidents vers l'autre partie plus proche de la route. C'est dans cette partie que se trouve l'école (comprenant 3 salles présentement détruites – les classes se tiennent probablement dans un autre lieu temporaire) et la mosquée. Chaque partie du village a son forage d'eau et un magasin de stockage en banco (mais ils sont en train d'en construire un autre en dur). Le centre sanitaire plus proche se trouve à Kita.

Du point de vue social, le village présent une population homogène, peuplé surtout par des Konaté et Keita. On a eu peu de contact avec le chef du village et on a constaté qu'une autre concession familiale (*nom du chef*) joue le rôle de point névralgique du village. C'est la maison où on a conduit tous les entretiens cette année et l'année passée et où on a été hébergé.

Il semble avoir à Manako plus de problèmes qu'à Batimakana par rapport à la solidarité sociale et au sens de responsabilité vers le bien collectif. L'état de l'école est déprimant, même si on peut comprendre que ceci est dû au manque de revenus. Le village comporte peu d'infrastructures. Ce qui peut être expliqué par la proximité du village à Kita. Les deux parties du village sont en fait deux villages différents, Manako I et II, chacun avec son chef et avec sa coopérative (depuis 2004), même si la taille de chaque coopérative est très petite due à l'abandon de la culture coton par beaucoup de producteurs. Les producteurs de Manako II ne désirent pas du tout se réunir aux autres, mentionnant comme raisons les différences et la rivalité qui existent. Certainement, la scission semble représenter la meilleure solution pour surmonter les problèmes de coopération.

L'encadreur CMDT du village a confirmé qu'il y a eu beaucoup de problèmes par rapport au détournement des intrants, ce qui a engendré des niveaux d'endettement très élevés. Les producteurs sont maintenant en train de prendre la situation en main et de l'assainir avec l'appui de la CMDT. Plusieurs rencontres de sensibilisation ont convaincu

tout le monde de la nécessité d'exercer une surveillance constante des comportements afin d'éviter l'opportunisme. La coopérative de Manako I, qui est la plus endettée et qui compte seulement 13 membres, a adopté une solution très intéressante. L'épandage des intrants est fait par le groupe de producteurs sur le champ de chacun afin de s'assurer que ceux-ci sont bel et bien appliqués aux champs au lieu d'être vendus. Ainsi, les producteurs ont la possibilité de se conseiller les uns les autres par rapport aux aspects techniques.

Un autre problème récent était la baisse des rendements, surtout due aux attaques de chenilles pendant la campagne 2009-10. Cette problématique comporte des versions contrastantes. D'un côté, les producteurs disent que le problème est la qualité des semences et que les insecticides ne sont pas efficaces. D'un autre côté, l'encadreur, qui est une femme très compétente et dynamique, soutient que les semences sont toujours de la même bonne qualité et que les insecticides sont aussi biens, si appliqués comme il se faut. Elle a donné l'exemple d'un producteur qu'elle a surpris en train d'épandre un traitement lors de la première étape, alors que ce dosage se devait d'être appliqué au moment de la troisième étape; et d'un autre producteur qui achète les intrants au marché parce que ceux-ci coûtent moins chers, mais ce, au dépit de la qualité.

Même si les producteurs démontrent de la volonté à suivre les recommandations et qu'en général ils pensent bien le faire, cela n'est pas toujours le cas dû soit au manque d'instruction; soit à la pression des besoins financiers immédiats; soit au manque d'effort (comme c'est le cas avec les fumures organiques que tous les encadreurs recommandent, mais qui demandent une charrette et de l'effort pour les transporter et les appliquer).

Caractéristiques communes à Batimakana et Manako

L'économie de la plus part des villages dans cette région repose principalement sur les contributions des ressortissants (dans la plupart des familles, 3 à 4 membres ont émigrés à l'extérieur du Mali, principalement vers l'Afrique du Nord ou l'Europe); le commerce (marché de Kita) et l'agriculture vient après. Cette dernière souffre en particulier d'un manque de main d'œuvre critique pour les travaux champêtres (phénomène lié à l'émigration). Beaucoup des ménages ont vu plusieurs de leurs membres partir tout récemment. Le problème de la main d'œuvre représente une des contraintes principales au niveau local, qui empêche une augmentation immédiate du niveau de production. Par contre, ces contraintes ne sont pas absolues et l'émigration pourrait être vue comme une

conséquence plutôt qu'une cause de la crise du secteur cotonnier au cours des dernières années. Un producteur à Batimakana a mentionné comme solution possible pour ceux qui veulent se relancer dans le coton une forme de métayage, c'est à dire l'emploi de paysans, normalement de la même région, qui n'ont pas l'équipement pour cultiver leurs terres et/ou qui veulent gagner de l'argent. Ces paysans sont salariés, mais aussi cultivent une partie de la terre, qui leur est donné, pour leur profit.

Le niveau de production du coton fluctue d'années en années dans cette zone, puisque celle-ci est plus petite que les autres et pas autant investie dans la culture cotonnière. La production cotonnière dans cette zone a baissé énormément pendant les dernières années et particulièrement durant la campagne 2009-10 en raison du délai dans le paiement aux producteurs lors de la campagne précédente. Malgré tout, les producteurs ont semé un nombre élevé d'hectares durant la campagne 2010/11, qui est présentement en cours, et ils sont généralement plus positifs cette année comparativement à notre première visite de l'an dernier. On a constaté qu'une atmosphère d'optimisme généralisé et palpable régnait dans les deux villages par rapport au futur immédiat, et ce, en raison du paiement à temps pour le coton graine de la campagne 2009/10 ainsi que d'un appui plus ciblé et efficace de la part de l'union des producteurs, et de la DR de la CMDT (voire plus en bas).

Les coopératives dans les deux villages fonctionnent plutôt bien et leur gestion est entre les mains de responsables qui sont au courant des règles et de la nécessité de leur application. Cette année, les choses se sont améliorées, car les comportements opportunistes ne sont plus tolérés. Même si la solidarité est à la base des relations sociales et tout le monde pense qu'il faut aider un producteur endetté en cas de besoin (décès ou maladie dans la famille), personne ne pourrait justifier l'aide offerte à un producteur qui met en difficulté la coopérative parce qu'il n'a pas fait de coton, ou parce qu'il a détourné les intrants vers d'autres fins. Les forts liens de parenté entre villageois facilitent les choses et éliminent la nécessité d'utiliser des moyens de pression. L'organisation de réunions et d'échanges de façon constante afin de sensibiliser et persuader sont plutôt préférée. Un producteur préfère demander de l'aide à un proche de sa famille et ce, afin d'éviter de mettre la coopérative en difficulté.

Des solutions ont été récemment recherchées pour réduire ou pour éviter les problèmes d'endettement dus aux comportements opportunistes. La scission de la

coopérative en deux en est un exemple. La surveillance et la mise en application des règles de la coopérative sont une autre solution proposée. L'exemple fourni par la coopérative de Manako I, où l'épandage des intrants est fait par le groupe de producteurs sur le champ de chacun est un exemple très pertinent d'une solution intelligente à une situation extrême. Cette solution permet d'éviter la vente généralisée des intrants à un prix 3 ou 4 fois inférieur à celui d'achat, comme fait auparavant.

Les relations entre producteurs et l'union communale et régionale sont bonnes. L'entretien avec M. Sekou Abdoulaye Tounkara, 2eme délégué de l'UR-SCPC de Kita et délégué au niveau de l'UN, était très intéressant, surtout pour l'information récoltée concernant les relations entre les CPC et les échelons plus élevés. A titre d'illustration, on remarque l'effort fourni afin d'assurer une meilleure diffusion de l'information à travers l'organisation d'assemblées générales avec les producteurs à Kita. Chaque commune choisit cinq délégués pour la représenter. A chaque prise de décision, ces délégués vont faire des restitutions à la base. En ce qui concerne les formations, on demande de l'aide à l'extérieur (bailleur de fond) afin de former les coopératives. Selon M. Tounkara, l'union nationale a un rôle à jouer avec les autres acteurs. Par exemple, à travers une représentation importante au niveau de la « Commission d'Application du mécanisme de détermination du prix d'achat du coton graine », qui inclut deux producteurs délégués par chacune des quatre filières (8 au total). Les représentants des producteurs ont pu exercer de l'influence sur les décisions (mais ils ont dû aussi accepter une augmentation de la proportion de ristournes qui revient à la CMDT).

La relation entre l'UR et la filière CMDT de Kita est bonne et s'est améliorée avec le temps. Même si au début les producteurs et la CMDT étaient alliés contre la privatisation, les producteurs ont été très vite convaincus par l'État qu'un changement radical de la CMDT était dans leurs intérêts. Il y a eu alors une période de relations très tendues entre les producteurs et la CMDT. Cette tension s'est atténuée avec l'acceptation du processus de privatisation par la CMDT tout récemment. La manière dont le conflit entre le chef secteur et les producteurs de coton à Kokofata a été réglée est un bel exemple de collaboration récente. En effet, l'UR est intervenue afin de calmer les esprits et de sensibiliser les producteurs et le chef secteur a été transféré ailleurs. L'UR est aussi intervenue pour résoudre les problèmes entre certaines coopératives et certaines banques.

En ce qui concerne la répartition des filiales, Kita a beaucoup plus d'avenir que les autres filiales, car il y a possibilité d'exploiter beaucoup plus d'hectares. Il était même prévu de construire une nouvelle usine à Kita, mais suite à la crise cotonnière le projet a été arrêté. L'UN a l'intention de s'impliquer dans toutes les décisions des IPC avec l'ensemble des producteurs. Pendant les deux dernières années, il y a eu une plus grande volonté d'améliorer les choses et de trouver des solutions aux problèmes.

En général, on retient comme caractéristiques de ceux deux villages (et probablement de la région en général) : une cohésion sociale due à l'homogénéité de la population et à forts liens de parenté ; une forte volonté à résoudre les problèmes d'endettement et à accroître les revenus des producteurs et des coopératives ; une très bonne relation avec la DR de la CMDT, qui au-travers ses encadreurs compétents et dédiés, cherche toutes solutions pour accroître la production de coton et pour assurer une bonne qualité du produit final ; une très bonne communication entre les coopératives et les échelons plus haut au sein de l'union des coopératives- niveau communal et régional ; et enfin, une bonne coordination entre les producteurs, la CMDT et les banques, qui ont toujours assuré une ligne de crédit pour permettre aux coopératives de se reprendre, parfois grâce à l'intercession de la CMDT. La disponibilité des terres est un autre élément positif qui pourrait faciliter le développement de la production coton, mais à condition que le problème de main d'œuvre soit résolu soit à l'aide de salariés ou suivant un reversement des flux migratoires.

Etant donné ces conditions régionales favorables, la performance du secteur coton à Kita semble dépendre davantage du niveau de coordination qui règne au sein de la filière au niveau national : le paiement du coton graine à temps, une répartition des profits à la fin de la campagne qui n'est pas défavorable aux producteurs et surtout l'aboutissement de la réforme qui devrait complètement transférer la tâche de l'approvisionnement en intrants à l'Union nationale des producteurs en 2012. De l'incertitude existe concernant la privatisation prévue de la filière de Kita suite à la scission de la CMDT en quatre filières et une holding. Jusqu'à présent, on ne connaît ni l'acteur privé potentiellement intéressé à acheter la filière de Kita, ni ses motivations. Néanmoins, le personnel de la DR pourrait tout de même rester sur place et ainsi, faciliter la continuité.

II. Région de Fana

La région de Fana constitue la région du centre. Cette zone est caractérisée par la présence de la ville de Fana, la proximité au Nord des villes de Koulikoro et Ségou et surtout, par son centre la capitale malienne, Bamako. Ces villes représentent un marché important en pleine expansion pour les produits agricoles (incluant le coton si les industries textiles se développent comme prévues). C'est une zone avec un réseau de routes et de pistes relativement dense ; elle est bien desservie en électricité et en moyens de communication. La zone est traversée par le fleuve Niger qui assure un approvisionnement régulier en eau, notamment en eau d'irrigation pour la production agricole. C'est donc une zone avec un fort potentiel de développement pour une entreprise du type société cotonnière qui chercherait à se diversifier.

Cette zone dispose d'un potentiel important en termes de perspectives de développement agricole et de capacité d'égrenage avec la présence des usines de Fana, Dioïla, Ouéléssébougou et de Bamako.

Il existe une grande diversité avec au nord des zones à forte densité de peuplement (notamment le cercle de Baraouéli dans la région de Ségou ou celui de Kati dans la région de Koulikoro) et plus au Sud des zones peu peuplées (comme le Cercle de Kangaba, ou le nord du cercle de Dioïla). Globalement, la part des superficies cultivées sur les superficies cultivables est d'environ 21 %, ce qui indique l'existence d'un fort potentiel. Les conditions agro-écologiques sont plus favorables dans la partie sud, avec un gradient de pluviométrie allant de 700 à 1200 mm. Actuellement la production cotonnière est concentrée dans la région CMDT de Fana qui a produit environ 75 % du coton de la zone sur les cinq dernières années (CMDT, 2005).

Dans la région CMDT de Fana, deux villages ont fait l'objet d'enquête dans le cadre de notre étude. Il s'agit de Guana dans le secteur de Fana et Kola dans le secteur de Dioïla.

Guana

Situé à 20km de Fana sur l'axe Fana-Dioïla et à 6km de Kola, Guana fait parti de la commune de Fana. C'est un village crée par les Diarra et très peu peuplé (382 habitants).

Guana est un village qui dispose d'un certain nombre d'infrastructure de base :

- Une école de premier cycle de 6 classes (don du Ministère de la défense des USA)
- Six bornes fontaines
- Un puits à grand diamètre

Le village ne dispose pas de dispensaire ni de marché hebdomadaire et par conséquent, les villageois visitent ceux de Fana et de Kola.

Comme à l'image de la région, Guana est un village qui produit beaucoup de coton avec un rendement relativement acceptable (plus ou moins 1 tonne à l'hectare) par rapport aux autres régions.

Le village est bien organisé et une forte cohésion sociale existe. Les producteurs de coton sont au nombre de 43 et sont organisés autour d'une seule CPC.

Selon les producteurs, la coopérative entretient de bonne relation avec l'UC et ce, parce que le secrétaire de la CPC est aussi le président de l'UC. Ce dernier aspect démontre l'implication de ce village au niveau communal en matière de culture du coton.

Selon le secrétaire de la CPC (et président de l'UC), la base (les producteurs) est fortement impliquée dans les prises de décisions et les restitutions sont régulières faites au niveau des villages.

Guana est un village réceptif aux nouvelles innovations (le village collabore avec OXFAM GB, et d'autres ONG) et ainsi donc, il entretient de très bonnes relations avec l'encadrement de la CMDT. Il est à souligner que 3 salles de l'école fondamentale de Guana ont été construites par le Ministère de la défense des USA.

Notre rencontre à Guana a coïncidé avec une série de vols de bœufs de labour, ce qui a obligé la population à mettre en place une brigade de surveillance qui fait des patrouilles tous les soirs de 23 heures à 5 heures du matin. D'après les renseignements, ces vols sont perpétrés par des individus venus de Fana qui se déplacent par véhicule. Les voleurs tuent l'animal, le découpent et transportent la viande avec le véhicule.

Nous avons trouvé également que le président de la CPC avait été mordu par un serpent (vipère).

Kola

Village situé également sur l'axe Fana-Dioïla à 26 km de Fana et 14km de Dioïla, Kola fait parti du secteur de Dioïla peuplé de 2716 habitants.

Le village comprend deux quartiers (Kola A et Kola B) et est bien fourni en infrastructure :

- Deux (2) écoles (1 premier cycle et 1 second cycle)
- Un (1) CSCOM
- Un (1) marché hebdomadaire
- Quatre (4) forages et 1 puits grand diamètre

Comme dans beaucoup de villages, le réseau téléphonique est très faible.

En 1978, une seule Association Villageoise (AV) avait été créée à Kola. Cependant, suite à l'augmentation du nombre de producteurs de coton et aux problèmes de gestion avec le seul bureau, l'AV a été divisée en deux. La scission de l'AV a été décidée par consensus en 1980. C'est ainsi qu'aujourd'hui chaque quartier a sa coopérative. Selon les informations reçus, c'est la coopérative B qui est plus grande en taille et en production.

A Kola, il n'y a pas de cercle de caution proprement dit. Cependant, il faut obligatoirement un garant (individu) pour que les producteurs endettés puissent accéder de nouveau aux intrants. C'est une spécificité de ce village.

Kola est un village qui présente une population hétérogène (constitué de Peulh et de Bambara) avec une dominance de l'ethnicité bambara. Il faut noter que les deux ethnicités vivent en parfaite harmonie (par exemple, le secrétaire du bureau de la coopérative B est un Peulh).

Malgré le décès du chef de village, nous avons tenu nos entretiens dans sa cours, ce qui dénote une certaine cohésion au sein du village.

Il est à souligner que la population de Kola est très accueillante (nous avons reçu 2 pintades de la part de la CPC).

Comme à Guana, Kola a aussi un rendement relativement acceptable. Un ancien membre de Kola (celui-ci ne réside plus au village) a un siège au niveau de l'UN, mais malgré cette représentation, la coopérative de Kola n'a jamais connu une intervention de la part de l'UN.

Caractéristiques communes

Ces deux villages ont toujours compté de grands producteurs de coton. On dénote une bonne gestion des CPCs, cela s'explique par l'harmonie qui règne dans ces coopératives

et les prises de décisions qui se font par l'assemblée générale. Ils ont tous des membres dans les instances de décisions (UC, UN etc.).

Leur économie est essentiellement basée sur le coton et comme à côté, il y a l'élevage.

III. Région de Sikasso

Elle correspond à la partie Sud de la zone cotonnière, localisée dans la région de Sikasso.

C'est une zone vaste et très diversifiée avec un gradient climatique important (850 à 1200 mm) qui permet de sécuriser la production de coton et permet de cultiver une gamme très large de productions agricoles (céréales, mais aussi fruits, légumes et tubercules) et qui peut s'élargir encore rapidement en raison de la technicité et des équipements des exploitations. Les caractéristiques agro-écologiques sont proches de celles de la région de Koutiala.

Le coton est une culture ancienne à Sikasso et a pris une place très importante dans les systèmes de production des exploitations agricoles familiales diversifiés avec une intégration agriculture élevage très développée.

La région est largement excédentaire en produits agricoles et exporte vers les autres régions et les autres pays. Il y a de forts besoins dans les domaines de la conservation, du stockage, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, autant de secteurs qui constituent des opportunités de diversification.

Ici les villages concernés par notre enquête sont Doumanaba et Foh.

Doumanaba

Avec une population de 3526 habitants, Doumanaba se trouve dans le secteur de Kignan situé à 50 km de Sikasso. Village très peuplé, Doumanaba est caractérisé par la présence d'un (1) marché hebdomadaire, de deux (2) écoles de premier cycle, d'une (1) école de second cycle, d'un (1) CSCOM, d'une (1) mairie, de treize (13) bornes fontaines et d'un(1) puits à grand diamètre. Contrairement aux autres localités, Doumanaba est bien desservi avec deux réseaux téléphoniques et une cabine publique.

Village essentiellement constitué de Senoufo, Doumanaba compte de gros producteurs de coton et une forte solidarité et cohésion sociale existent. Le nombre de producteurs est passé de 2 en 2008/2009 à 92 en 2009/2010 et à 103 en 2010/2011. La baisse de 2008/2009 s'explique par un boycott du village suite à des problèmes liés au prix des intrants et au délai de paiement.

Doumanaba est subdivisé en six quartiers (car il est vaste) et le tout est dirigé par une seule coopérative. Les quartiers fonctionnent comme des cercles de caution. Dans chaque quartier, il y a un comité de gestion composé de quatre personnes dont deux membres du bureau appelés délégués. Ce système a été mis en place suivant le découpage en quartier. Les quartiers sont apparus après que le nombre de producteurs ait atteint 225 membres, car un seul bureau ne pouvait pas gérer la situation. La création de ces quartiers a donc permis de mieux répartir les tâches.

Chaque quartier s'occupe de la commercialisation de son coton et reçoit l'argent des excédents de kilo. Cependant, les frais de marché sont versés au niveau de la coopérative.

L'octroi des intrants se fait par quartier ; en cas de problème de dette c'est le quartier qui rembourse avec l'argent des excédents et c'est lui le garant de ses membres.

Les équipes de chaque quartier viennent faire la restitution au secrétaire de la coopérative. Ce dernier fait la synthèse de toutes les situations. Ces équipes à leur tour font une assemblée générale dans leurs quartiers respectifs.

Vers la fin de la campagne, une assemblée générale est tenue avec tous les producteurs en fin de préparer la commercialisation.

Foh

Avec une population de 588 habitants, Foh est un village essentiellement constitué de Senoufo (98%) et de quelques Minianka (2%). Il est à noter que les Minianka et les Senoufo sont des cousins qui se comprennent parfaitement dans la même langue.

Village situé de part et d'autre de l'axe bitumée Koutiala/Sikasso (80km de Koutiala et 60 km de Sikasso), Foh fait parti du secteur de Kigna comme Doumanaba.

C'est un village solidaire (par exemple, nous avons été logés pendant notre séjour chez l'ancien secrétaire de la CPC), car les villageois pensent que l'affaire du coton n'est pas seulement l'affaire des membres du comité de gestion. Donc s'il y a une mission, c'est la mission de tout le village.

Du point de vue infrastructure, Foh dispose d'un (1) marché hebdomadaire, de trois (3) forages, d'une (1) école de premier cycle, d'une (1) école de second cycle et d'un (1) CSCOM. Cependant, lors de complication, les malades sont évacués sur Sikasso. Selon nos observations, il y a une forte entente au sein des membres de la CPC. En effet, le comité de gestion et les membres sont restés tard dans la nuit pour prendre du thé avec nous (soirée au cours de laquelle nous avons assisté à un échange fructueux concernant les problèmes de la coopérative).

Les producteurs sont organisés autour de trois coopératives. La coopérative I (ou nous avons enquêté) compte plus de membres (plus que les deux autres réunies). La seconde coopérative a été créée en 2000 et la troisième en 2006. Dans l'ensemble, les trois coopératives s'en sortent bien. Cette prise de décision de division de la coopérative a été faite dans l'amiable (ce n'est pas liée à une situation de conflit) et ce, dans l'objectif de rendre la structure coopérative plus efficace. Avec l'augmentation du nombre de membres, la gestion était devenue plus difficile pour un seul comité de gestion.

L'adhésion à l'une des coopératives est volontaire. Un membre peut décider de quitter la coopérative I pour rejoindre la seconde ou la troisième et ce, sans aucun problème. Il faut mentionner que cela ne s'est encore jamais produit. Le cercle de caution n'existe pas en tant que tel dans la coopérative. Si un producteur de coton est endetté, il peut soit vendre de ses animaux ou de ses biens afin d'être en mesure de rembourser sa dette. La coopérative ne remboursera pas la dette du producteur. .

Caractéristiques communes

Gros producteurs de coton avec un bon rendement et très accueillants (1 gros coq comme cadeau à l'équipe APP), Foh et Doumanaba n'ont pas de dette externe.

Forte entente et cohésion sociale, pas de discrimination au sein de la coopérative.

Les deux villages connaissent quelque cas d'immigration vers la Côte d'Ivoire.

IV. Région de Koutiala

La région CMDT de Koutiala correspond à une bonne partie du vieux bassin cotonnier où les possibilités d'extension des superficies sont faibles, mais où les producteurs

ont une bonne technicité avec d'importantes marges de progrès en matière d'intensification. De plus c'est une zone fortement intégrée au marché avec des activités de diversification importantes aussi bien pour les productions végétales qu'animales. Elle est localisée dans la région de Sikasso et de Ségou (Cercle de Bla).

C'est une zone à la limite climatique de la culture cotonnière avec une pluviométrie entre 700 et 850 mm par an. On observe un tassement des rendements en coton, voire une tendance à la baisse, depuis le début des années 1980 et cela, à cause d'un épuisement des sols dû à une forte utilisation. Cependant, l'élevage associé à l'agriculture a enregistré des performances notables avec l'augmentation du nombre de bovins dont une grande partie en semi stabulation qui a permis le développement de la production laitière autour de Koutiala et l'installation d'une unité de transformation de lait. La production de la matière organique générée par les activités d'élevage a permis au système de se maintenir en contribuant de manière significative à l'entretien de la fertilité des sols et à l'amélioration de la productivité agricole (surtout pour les céréales). La zone de Koutiala est excédentaire en céréales sèches : elle alimente les autres régions du Mali et exporte vers les pays voisins. Cette complémentarité entre coton et céréales en fait une zone de première importance pour le Mali sur le plan de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la pauvreté (CMDT, 2005).

Le coton constitue la principale source de revenus monétaires des producteurs qui produisent en moyenne 3,18 tonnes par an (moyenne 2001/2005). Ces producteurs sont bien organisés avec des organisations qui sont en moyenne de plus grande taille que dans les autres régions avec une production moyenne de 100 tonne/an (moyenne 2001/05), ce qui limite les coûts de transaction.

Il y a de forts besoins dans les domaines de la conservation, du stockage, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, autant de secteurs qui constituent des opportunités de diversification pour une société cotonnière.

Dans cette zone, la production est relativement sécurisée avec des producteurs expérimentés et qui comptent sur le coton pour leurs revenus. Dans cette région nous nous sommes intéressés à 3 villages (N'tarla, Pala et Kaniko).

N'tarla

Avec une population de 1819 habitants, N'tarla est constitué essentiellement de l'ethnie Minianka avec une forte adhésion aux fétiches avec beaucoup de totem. Dans le village de N'tarla, il y a un grand baobab sur lequel se trouvent des abeilles, selon l'histoire du village, ces abeilles constituent des guerriers protecteurs pour la localité.

N'tarla fait partie du secteur de M'pessoba, il est situé à 7 km environ de l'axe bitumée Ségou/Koutiala à 40 km de Koutiala ville.

Du point de vue infrastructure, ce village comprend une (1) école de premier cycle, deux (2) forages, un (1) marché hebdomadaire, pas de dispensaire (les villageois fréquentent le dispensaire de M'pessoba situé à 7 km).

C'est un village utilisateur des résultats de la recherche à cause de l'implantation de la sous station de recherche de l'IER dans la localité. N'tarla a un microclimat ; il fait très froid dans cette localité pendant la saison froide (d'où le nom « Sibérie » du Mali).

Jusqu'en 2001/2002, N'tarla comptait qu'une seule AV. Suite à des mésententes, la coopérative s'est divisée en deux et les gens qui étaient du même côté (selon les liens de parenté), se sont réunis pour constituer leur coopérative. Ces mésententes s'expliquent par le fait que certains producteurs (des petits généralement), vendent une partie de leur coton de façon illicite lorsqu'ils sont à court d'argent ou lorsqu'ils se savent endettés et que les autres membres ne pourront plus couvrir leur dette. Ce sont ces dettes qui se sont accumulées qui ont été et continuent à être à la base des mésententes au niveau de la CPC II.

La CPC I est la plus grande avec 32 membres contre 16 pour la CPC II. Du point de vue performance, elles sont pareilles. Il existe un comité de surveillance dans chaque coopérative qui fait des visites à tous les stades (semis, épandage, entretien, traitement phytosanitaire, récolte). Cela permet de situer la cause de la non-performance en cas de problème de remboursement.

Il n'existe pas de cercle de caution. C'est la coopérative qui est responsable des dettes. Durant la campagne 2008-09, un producteur a vendu sa production sans l'accord de la coopérative (car il avait trouvé un preneur qui était prêt à lui payer sans délai). Il a été menacé de sanction, mais la sanction n'a pas été appliquée à cause de l'entraide suite à une réunion du village autour du chef. Selon notre compréhension, c'est la relation familiale qui a beaucoup pesé, car avec la division, les producteurs se sont regroupés selon les liens de parenté. Étant donné l'importance du lien social dans ce village, les producteurs ont préféré

garder dans l'anonymat le nom de l'intéressé ce qui fait qu'on n'a pas pu nous entretenir avec lui pour avoir son explication.

Le président d'honneur (chef du village) de la Coopérative II a été membre actif dans le mouvement syndical des cotonculteurs. Autrement dit, il a été membre fondateur du SYCOV (Syndicat des producteurs du coton et vivriers). Selon lui, l'UN ne joue pas du tout son rôle, car elle ne défend pas du tout les intérêts des producteurs. Il déclare que les producteurs (surtout du secteur de Koutiala) ne sont pas d'accord avec les modalités de répartition des ristournes. Sachant leur position, beaucoup de décisions sont prises au niveau de l'UN sans consultation de la base au niveau de quelque villages de Koutiala (car ils sont considérés comme des récalcitrants). De ce fait, il pense que les décisions au niveau de l'UN ne sont pas du tout démocratiques.

Il est à préciser que ces « récalcitrant » sont des anciens responsables des premiers syndicats (SYCOV) de Koutiala. Mais actuellement, ils ne sont pas membre de ces instances (UR, UN).

Pala

Comme N'tarla, Pala fait aussi parti du secteur de M'pessoba. Il est constitué de Minanka, et est situé à 12 km de M'pessoba et à 32 km de Koutiala sur l'axe Ségou Koutiala. Pala est un village crée par les Coulibaly (village Coulibaly à 95%).

Avec une population de 700 habitants, Pala comprend une (1) école de premier cycle, une (1) maternité et un (1) forage.

Les producteurs sont organisés autour d'une seule coopérative. Selon notre analyse des relations interpersonnelles, il ressort que le village connaît des petites tensions entre producteurs, surtout lorsqu'il est question de remboursement de dettes. Mais, cet aspect est camouflé devant une personne étrangère.

Dans ce village, le nombre de producteurs progresse timidement (25 en 2009/2010 et 35 en 2010/2011).

Tout comme à N'tarla, il y a un comité de contrôle qui surveille toute les opérations des producteurs de façon stricte. L'endettement est généralement observé chez les gens qui n'ont pas d'équipement. Les personnes endettées reçoivent un délai de paiement. Une fois ce délai passé, ils seront soumis à des sanctions telles que le retrait du bétail. Pour la campagne précédente, l'évacuation a connu un retard de deux mois, car la quantité de

coton graine était insuffisante pour le camion. Pour sa part, le délai dans les paiements aux producteurs était de cinq mois. Comme il n'y avait pas assez de coton (lié à des cas d'abandon temporaire), la CMDT ne voulait pas mobiliser un camion pour des questions de rentabilité. C'est cela qui explique le délai dans l'évacuation.

Kaniko

Le nom Kaniko, veut dire « le marigot de l'arbre à gani » : l'arbre à « gani » est un arbre dont les fruits (goût piquant) sont utilisés comme épices dans la préparation de la sauce pour les femmes pendant les premières semaines de l'accouchement. Situé à 13 km de Koutiala ville, Kaniko a été créé par les Sanogo et il est peuplé de 1697 habitants, tous des Minianka. Kaniko est un village pilote très connu pour leur courage et leur expérience en matière agricole. Il avait reçu l'appui (et encouragement) de l'ancien régime (don de tracteurs pour le village) et les responsables du village avaient bénéficié sous ce régime de voyages d'étude jusqu'en Union Soviétique.

C'est à Kaniko que la première caisse de Kafo Jiginew a été créée, il y a de cela 24 ans. C'est un membre du village (Adama Sonogo) qui est le président de Kafo Jiginew. Deux semaines avant notre passage, ce même village a reçu la visite de l'actuel Premier Ministre du Mali.

Du point de vue infrastructure, le village comprend une école (1) de premier cycle, une école (1) de second cycle, une (1) maternité, mais n'a pas de marché hebdomadaire (les villageois fréquentent le marché de Koutiala et de Sinsina)

Les producteurs de Kaniko sont organisés autour de 3 coopératives. Lors de la division, chaque producteur a choisi la CPC de son choix en fonction de ses relations et non en fonction de son quartier de résidence.

Dans ce village, la caution solidaire est fortement décriée. Selon le secrétaire général (Issa Coulibaly) de la CPC I, c'est la caution solidaire qui est à la base du découragement des producteurs performants. Il est à noter que ce secrétaire est l'ancien président de la caisse de Kafo de Kaniko (il a quitté il y a un an seulement) et il est également membre du bureau national. Selon Issa Coulibaly, avant l'accès à la caisse était lié à la culture du coton, mais maintenant tout le monde (commerçants, éleveurs, etc.) y a accès. La seule condition exigée est l'ouverture d'un compte d'épargne. Malgré la crise, Kafo n'a pas changé ses manières de recouvrement. Kafo continue à réclamer de l'argent au sein des familles, ce qui humilie des

gens et donne souvent lieu à l'emprisonnement. Ce sont ces pratiques qui ont fait que beaucoup de producteurs ont quitté les caisses. Monsieur Coulibaly dira également que la cause essentielle du non remboursement des dettes est la baisse du rendement qui a affecté le revenu des producteurs.

Il pense que la caution solidaire en tant que telle est bonne. C'est l'application avec les cercles de caution qui pose des problèmes, car ces cercles n'ont pas de ressources. Il préfère l'ancien système (caution au niveau coopérative) pour des questions de ressources. En cas de non remboursement, les cercles ne peuvent intervenir faute de ressources.

Si non, c'est l'Etat qui doit mettre en place un fond spécial de caution, mais lié à la culture du coton.

Malgré que l'instauration des intrants céréales permettrait d'assurer l'autosuffisance alimentaire, il ne veut pas de ce système, car les non producteurs de coton auraient beaucoup de difficulté à rembourser faute d'accès à d'autres sources de revenu.

Selon l'agent d'encadrement, c'est la CPC I qui est la plus performante et la plus nombreuse parmi les trois coopératives et ce, parce qu'elle suit mieux les recommandations..

Caractéristiques communes

Tous ces trois villages sont des Minianka et ils ont acquis une certaine expérience dans la culture du coton. Une forte pression est exercée sur les terres de cultures et la possibilité d'extension est faible.

V. Région CMDT de Bougouni

Région faisant parti de la filiale sud, la région CMDT de Bougouni et fait frontière avec la Guinée du côté de Yanfolila et avec la Côte d'Ivoire. Elle se caractérise par une pluviométrie abondante et des réserves foncières importantes.

Dans cette zone le coton est d'introduction plus récente et se développe rapidement à la fois au sein des exploitations existantes et dans les exploitations de migrants venues de la zone de Koutiala à la recherche de terres fertiles. Ce déplacement d'exploitations est à la base de certains conflits (souvent sanctionné par mort d'homme) entre autochtones et les

nouveaux arrivants. Généralement ces conflits se manifestent par des scènes de jalousie à l'égard des nouveaux qui ont une certaine technicité en matière de culture du coton.

La région est largement excédentaire en produits agricoles et exporte vers les autres régions et les autres pays.

Faragouaran

Administrativement, Faragouaran est une sous préfecture du cercle de Bougouni. Village essentiellement constitué de Bambara, il est situé à 35 km de Bougouni ville et à 45 km de Yanfolila et s'étend dans les deux cotés de la route bitumée. Ce village comprend une seule cabine téléphonique et n'a pas de couverture pour les réseaux mobiles.

Avec une population de 1840 habitants, ce village dispose d'une (1) école de premier cycle, d'une (1) école de second cycle, d'un (1) marché hebdomadaire, d'un (1) dispensaire, de quatre (4) forages et de deux (2) puits à grand diamètre.

Il y a les deux types de cotonculture à Faragouaran : le coton conventionnel et le coton bio. Le coton bio est essentiellement produit par les groupements de femmes.

Ce village connaît une baisse sensible des rendements coton qui a été attribuée à la qualité des semences par les producteurs d'une part. D'autre part, l'agent d'encadrement du village pense que c'est la faute des producteurs qui ne suivent pas les recommandations par rapport aux exigences de cette variété de semence. Avec une seule coopérative, le président de la CPC est membre de l'UC et de l'UR.

Pendant notre dernière visite, nous avons constaté moins d'harmonie dans le village (par rapport à la première année), car après l'entrevue chacun est parti de son côté. On a essayé de creuser un peu pour comprendre, mais on a rien obtenu, car ils étaient tous déjà partis.

Dissan

Il s'agit du seul village que l'équipe a visité une seule fois, en 2010. Situé à 3 km de l'axe Bamako Bougouni, à 20 km de Bougouni ville, Dissan est peuplé de 675 habitants, du point de vue infrastructure, il comprend une (1) école fondamentale et un (1) medersa.

Avec ces deux coopératives, Dissan fait partir de la région CMDT de Bougouni.

Selon le secrétaire général de la CPC I, au temps des AVs, le village produisait beaucoup de coton ; 3 tonnes en moyenne par exploitation. Avec l'avènement des coopératives, il y a eu une mésentente au sein de l'organisation et certains membres ont voulu évincer les responsables de la CPC. Hors, ces responsables étaient les plus performants. C'est ainsi que ces personnes se sont retirées (11 producteurs) pour créer leur coopérative (CPC II). Après la scission, ils sont restés plus performants. La différence au niveau des productions n'a jamais dépassé 10 tonnes dans la coopérative I malgré qu'ils soient au nombre de 49 producteurs (contre 11 au niveau de Dissan II).

Le village n'a pas produit du coton en 2008/2009 et seule la coopérative de Dissan II a produit pendant la campagne 2009/2010, mais avec 3 producteurs seulement. Les autres membres étaient démotivés à cause du prix des intrants. Les deux coopératives n'ont pas fait du coton pendant la campagne 2010/2011. Pour Dissan I l'abandon s'explique par la non-motivation. Pour Dissan II, il y a eu un problème au sein de la coopérative (selon la description faite par le chef ZPA de la CMDT). Il s'agit de la vente d'engrais par le secrétaire général de la Coopérative pour financer son projet d'immigration. La CPC II a remboursé une partie, mais la CMDT avait demandé aux membres de la coopérative de continuer à faire du coton pour rembourser le reste. De plus, étant donné que la CPC II était endettée, la CMDT avait dit qu'elle ne fournirait pas d'engrais pour la campagne 2010/2011, mais seulement les semences et les pesticides.

Cette décision a été mal prise par le chef ZPA, car il avait rassuré les membres de la coopérative que la CMDT allait leur distribuer aussi les engrais s'ils parvenaient à rembourser une partie de leur dette. Malgré cette action de motivation, ils n'ont pas produit. Les producteurs se sont refusés en totalité, pour éviter que leurs recettes coton soient utilisées pour payer les dettes de leur CPC. La famille du secrétaire, qui est la plus endettée, a encouragé les autres à ne pas produire. Du fait que le secrétaire est le plus alphabétisé, il a une certaine influence au niveau de la CPC.

Selon toujours le chef ZPA, Dissan était un village qui produisait bien du coton quand ils étaient tous réunis sous une seule coopérative. La scission de la CPC a coïncidé avec les problèmes de la CMDT et cela, a beaucoup joué sur la production. Il dira aussi que la caution solidaire est à la base du retrait de beaucoup de grands producteurs.

Le secrétaire à l'organisation de Dissan II parlera surtout du problème de semences non-productives pour expliquer le refus des producteurs à produire du coton.

Selon lui, la famille du secrétaire est parvenue à payer toutes les dettes internes (entre producteurs de la CPC) et il reste maintenant le crédit de la CMDT (lié à la vente illicite d'engrais) qui s'élève à 500000 FCFA.

Caractéristiques communes

Les 2 villages sont tous des villages Bambara et ils ont acquis une certaine expérience dans la culture du coton.

Comme les autres villages de Bougouni, ces 2 villages ont une certaine disponibilité en terre. Contrairement à la région de Koutiala, ces terres sont encore fertiles.

Comme autre point commun, l'immigration est fort développé dans des deux localités.

VI. Zone OHVN

La zone d'intervention de l'OHVN couvre les cercles de Kati, Kangaba et Koulikoro. Cette zone comprend 796 villages et 707 hameaux pour environ 1 024 036 habitants dont 791 512 populations rurales. Elle couvre 26 000 km² soit une densité de 39 habitants au km², dont plus de 75% de terres arables.

Cette recherche a concerné deux villages (Sougoula, Kafara) tous deux de la commune de Ouélessébougou, cercle de Kati.

Sougoula

Village appartenant à la zone OHVN, Sougoula fait partie de la commune de Ouélessébougou, il est situé à 17 km de cette sous-préfecture.

Avec une population de 1215 habitants, Sougoula est un village Bambara qui comporte du point de vue infrastructure, une (1) école de premier cycle, une (1) école de

second cycle, une (1) maternité, trois (3) forages, une (1) borne fontaine, deux (2) puits à grand diamètre et un (1) marché hebdomadaire.

Avec une seule coopérative, Sougoula est un grand producteur de coton. Le président de la CPC est membre de l'UR, l'UC et de l'UN.

On dénote une certaine entente au sein de la coopérative, une bonne organisation et des belles initiatives (par exemple, la mise en place d'un fond au sein de la coopérative pour faciliter l'accès aux crédits pour ses membres). Pendant la campagne passée, la coopérative a acheté les compléments d'insecticides pour ses membres. Un membre du village siège à l'APCAM et à l'UN. Il est à noter que la coopérative participe beaucoup au développement du village. Par exemple en 2009, la coopérative a réparé les 2 forages du village.

C'est la coopérative qui prend en charge les pertes au-travers ses fonds. Ensuite, le membre rembourse comme l'exige la caution solidaire.

En cas de problèmes (non paiement de dettes), on fait recours au chef de village pour ordonner à l'intéressé de payer dès la campagne suivante. Et avec son intervention, il y a toujours eu une issue favorable. Le délai de paiement du coton dans ce village a été acceptable par rapport à 2008/2009 (3 mois).

Kafara

Situé à 21 km de Ouelessebouyou et à 11 km de la route bitumée Bamako-Bougouni, Kafara fait partie de la commune de Ouéléssébougou.

Village peuplé de 786 habitants, Kafara dispose du point de vue infrastructure : d'un (1) dispensaire, d'une (1) maternité, d'une (1) école fondamentale, d'un (1) forage, de deux (2) bornes fontaines, de quatre (4) puits à grand diamètre et d'une (1) cabine téléphonique. Kafara ne dispose pas de marché hebdomadaire, mais la population fréquente les marchés d'Ouéléssébougou, de Digan, et de Dialakoroba. La chefferie est assurée par les Samaké et ils sont majoritairement des Bambaras.

Au sein de la coopérative de 52 membres, les plus endettés à Kafara sont des producteurs qui n'ont pas assez de main d'œuvre familiale, pas de bœuf de labour, ni d'autres ressources. Sachant leur condition, la coopérative a l'habitude d'utiliser ses propres fonds pour payer les dettes de ces producteurs défaillants. A Kafara, la coopérative trouve que le complexe coton de 2009/2010 n'était pas de bonne qualité, car il n'avait pas

d'arrières effets pour la campagne suivante. Cela a été confirmé par l'agent technique de la CMDT. A Kafara, ils pensent que les dosages ne sont pas bien adaptés. Ce n'est pas seulement une question d'argent, mais aussi une question de dosage qui n'est pas adéquate (trop faible) pour leur sol.

Dans ce village, les biens de coopérative sont confondus avec les biens du village (comme c'était avec les AV), ce qui fait que la coopérative a eu à construire des salles de classes. Pour la campagne passé 2009/2010, la coopérative a approvisionné intégralement ses membres en herbicides avec ses propres fonds, ce qui dénote une certaine organisation dans son sein.

Cette coopérative a une bonne relation avec l'union nationale, qui a pris en charge les pertes de poids au niveau de l'usine en 2008/2009 à hauteur de 1, 600 tonnes.

Caractéristiques communes

Les deux villages sont caractérisés par des gros producteurs. Leurs coopératives ont des types de fonctionnement similaires, avec la participation de la CPC au développement du village et la prise en charge des dettes de ses membres en cas de besoin.